

# ENJEUX LIÉS AUX MALADIES ENDÉMIQUES À FORT POIDS DANS LE SUD

## ISSUES RELATED TO HIGHLY IMPACTING ENDEMIC DISEASES IN THE SOUTH

Par Nadège LÉBOUCQ<sup>(1)</sup>

(Communication présentée le 24 janvier 2019,  
Manuscrit accepté le 5 mai 2019)

### RÉSUMÉ

La persistance de principales maladies animales transfrontalières et endémiques dans les pays du Sud (fièvre aphteuse, peste des petits ruminants, rage, etc.) témoigne du défaut des Services vétérinaires nationaux à fournir des méthodes de contrôle efficaces et à maintenir une présence dans les localités où ils sont le plus utiles : auprès des populations pauvres et des communautés reculées qui dépendent essentiellement de l'élevage pour subsister. Investir durablement dans les capacités des Services vétérinaires aiderait à préserver la santé et la sécurité alimentaire mondiale, à développer les économies et à améliorer les conditions de vie de quelque 1,3 milliard de personnes dont les moyens de subsistance dépendent de la santé des animaux. L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) s'emploie à promouvoir la qualité des Services vétérinaires et des Services chargés de la santé des animaux aquatiques comme un bien public mondial et déploie avec l'aide de ses partenaires internationaux et régionaux tout un arsenal d'activités de renforcement de capacités de ses pays membres - en particulier ceux du Sud - en vue du contrôle et de l'éradication des grandes enzooties concernant les animaux terrestres et aquatiques.

**Mots-clés :** Enzooties, contrôle et éradication, sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté, Services vétérinaires et Services chargés de la santé des animaux aquatiques ; performance des Services vétérinaires (PVS), Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

### ABSTRACT

*The persistence of major transboundary and endemic animal diseases in southern countries (foot-and-mouth disease, peste des petits ruminants, rabies, etc.) underscores the National Veterinary Services' failure to provide effective control methods and maintain a presence at local level where they are most needed: among poor people and remote communities who depend mainly on livestock for subsistence. Investing sustainably in the capacity of the Veterinary Services would help maintain global health and food security, develop economies and improve the lives of some 1.3 billion people whose livelihoods depend on animal health. The OIE works to promote the quality of Veterinary Services and Aquatic Animal Health Services as a global public good, and deploys with its international and regional partners a wide range of capacity-building activities for its member countries - especially those of the South - for the control and eradication of major enzootic diseases in terrestrial and aquatic animals.*

**Key words:** Enzooties, control and eradication, Food security, fight against poverty, Veterinary Services and Aquatic Animal Health Services; performance of Veterinary Services (PVS), World Organization for Animal Health (OIE).

(1) Docteur vétérinaire Coordinator of the OIE Collaborating Centers platform for the training of official veterinarians. 1 avenue Bourgelat, 69280 Marcy l'Etoile.  
Tél. : + 33 4 78 87 39 30  
Courriel : n.leboucq@oie.int

## INTRODUCTION

Une maladie animale endémique (ou enzootie) se caractérise par un taux d'incidence stable au cours du temps, impliquant sa présence régulière en une région donnée ; elle diffère d'une épizootie qui affecte quant à elle brutalement un grand nombre d'animaux dans un laps de temps généralement court. Une même maladie peut évoluer de façon endémique ou épidémique selon, entre autres, l'environnement et le statut sanitaire des animaux concernés : c'est par exemple, le cas de la fièvre aphteuse qui évolue en Afrique à bas bruit depuis des années en l'absence de programme de contrôle continental (d'autres maladies sont davantage prioritaires), alors que toute incursion en Europe engendre une gestion de crise immédiate tel que ce fut le cas comme en 2001. L'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE), dont le mandat historique est de garantir la transparence et d'améliorer la connaissance de la situation sanitaire mondiale, distingue d'ailleurs deux modes de notification des maladies : les pays doivent signaler sous 24 heures (OIE, 2018) la survenue des maladies animales figurant sur la liste de l'OIE (117 en 2018), l'émergence de toute nouvelle maladie et tout autre événement épidémiologique significatif ; pour les maladies présentes de façon endémique, ils doivent notifier leur présence dans des rapports circonstanciés semestriels (OIE, 2018). L'OIE est toutefois dépendante des systèmes de surveillance des pays pour la qualité de l'information sanitaire mondiale - car les meilleurs systèmes n'ont que la capacité de leurs maillons les plus faibles - qu'elle met en ligne par le biais de son outil informatique WAHID ([www.oie.int/wahid](http://www.oie.int/wahid)). Si les épizooties, signalées immédiatement, sont sous le feu des projecteurs, il va de soi qu'une maladie endémique, paraissant de façon régulière dans un rapport tous les six mois, attire nettement moins l'attention des décideurs politiques nationaux et de la communauté internationale des partenaires

financiers et techniques. Et pourtant ! Cet article résume en quelques lignes l'importance de combattre les maladies animales endémiques, en particulier dans les pays du Sud, au vu de leur fort impact économique et de santé publique.

## TYPOLOGIE DES PAYS EN FONCTION DE L'ÉPIDÉMIOLOGIE DES MALADIES ANIMALES

A la lecture des cartes sanitaires illustrant la distribution des maladies (*via* les rapports semestriels) et la répartition de leurs foyers (*via* les notifications immédiates) - par exemple celles de la fièvre aphteuse (*figures 1 et 2*) - on distingue aisément trois groupes de pays au 'comportement épidémiologique' différent.

### Les pays dits développés

Ils sont soit indemnes de maladies (certains ont d'ailleurs un statut indemne officiel de l'OIE disponible pour six maladies animales), soit disposent des capacités financières, humaines et physiques dans les secteurs public et privé pour juguler rapidement toute incursion de maladies dites exotiques. Les principaux risques d'introduction sont liés à la globalisation des échanges et aux effets du changement climatique, avec des impacts économiques pouvant être très conséquents et multisectoriels.

### Les pays dits en transition

Il s'agit de pays orientés sur une économie de marché, qui parviennent à contrôler certaines maladies animales sur l'ensemble ou plus souvent sur une partie (ou zone) de leur territoire - dans des régions pourtant endémiques, se créant des opportunités d'accès aux marchés internationaux pour les animaux et leurs

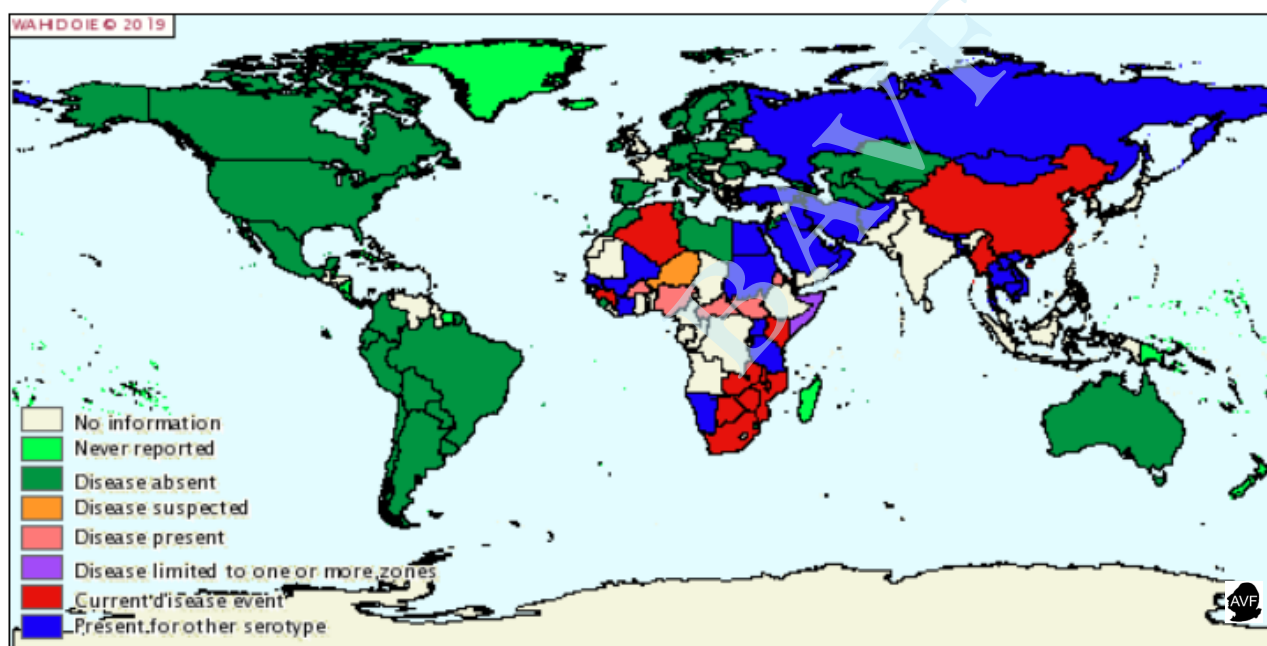


Figure 1 : Carte illustrant la distribution de la fièvre aphteuse dans le monde (données 1er semestre 2018 ; source WAHID/OIE).

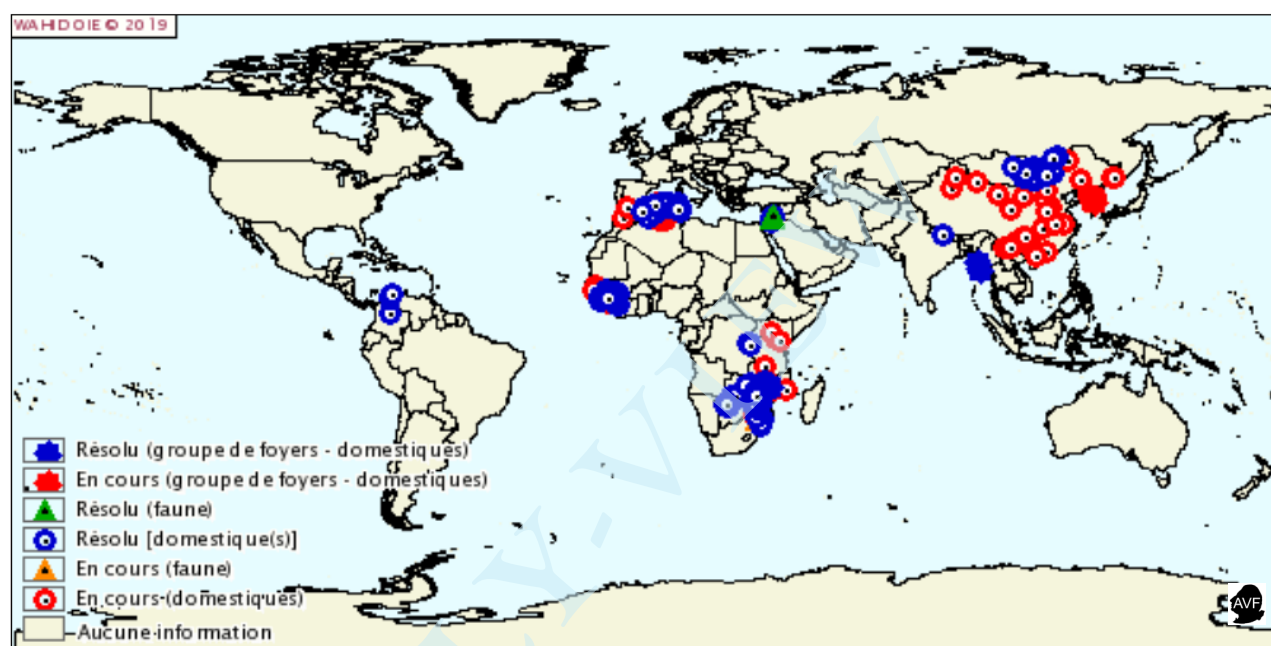


Figure 2 : Carte illustrant la répartition des foyers de fièvre aphteuse dans le monde (données janvier 2019 ; source WAHID/OIE).

produits. Ces pays font par ailleurs face à des changements sociétaux 'intrinsèques' importants avec des boums démographiques et l'émergence d'une classe moyenne demandeuse de produits carnés et laitiers. Pour répondre à cette demande croissante à la fois des marchés domestique et international, les pratiques et filières d'élevage évoluent dans le sens d'une intensification, d'une délocalisation en zones péri-urbaines, d'une transformation à plus grande valeur ajoutée, entraînant conjoncturellement l'altération des écosystèmes naturels par des déforestations, des constructions d'infrastructures telles que, par exemples, routes et barrages hydrauliques. Les conditions sont ainsi réunies pour créer, selon les termes de certains scientifiques, un 'creuset' et une 'tempête' microbiologiques parfaits illustrés récemment par les épisodes de syndrome respiratoire aigu sévère, grippe aviaire, Nipah, etc. ; les impacts économiques (perte des nouveaux marchés acquis) et de santé publique (émergence de nouvelles zoonoses) sont potentiellement dévastateurs, d'autant que les services sanitaires officiels restent insuffisamment dotés et compétents même si des efforts substantiels pour leur renforcement sont en cours.

### Les pays dits en voie de développement

A eux seuls, ils possèdent une part importante du cheptel mondial. Les animaux y sont principalement détenus par les populations les plus pauvres - à raison d'une à deux têtes de bétail ou quelques volailles -, l'élevage constituant pour ces populations le principal, voire l'unique moyen de subsistance : on estime en effet à ce jour que 75% des personnes dans le monde qui vivent avec moins de deux dollars par jour (FAO, 2009) dépendent de l'élevage pour leur subsistance. Malheureusement dans ces pays les maladies animales y sont pléthores et sévissent de façon endémique. Les cartes mondiales illustrant la densité de popu-

lations pauvres et celles des maladies animales se superposent presque exactement, démontrant ainsi que les populations les plus pauvres sont celles les plus confrontées aux maladies animales et qu'en conséquence, toute lutte substantielle contre ces maladies pourrait avoir un impact déterminant en terme sur la réduction de la pauvreté (voir partie III plus précisément). Dans ces pays, l'élevage se pratique essentiellement à petite échelle (basse-cour) ou de façon extensive (pastoralisme) reproduisant des pratiques ancestrales, peu propices à l'émergence de nouvelles maladies animales. La vulnérabilité aux maladies endémiques et aux zoonoses reste forte, en particulier dans un contexte où la qualité des services de santé animale et humaine reste suboptimale. Sur la base de la typologie pays proposée ci-dessous, les dynamiques des maladies animales sont les suivantes : les pays développés sont des points froids (*cold spots*) pour les maladies animales, tant pour les maladies endémiques qu'épizootiques ; les pays en transition sont des points chauds (*hot spots*) pour les maladies émergentes et les pays en voie de développement sont des points froids pour les maladies émergentes, mais des points chauds pour les maladies endémiques, périodiques (exemple de la fièvre de la vallée du Rift) et pour les zoonoses négligées (exemple de la rage). A cela, il faut ajouter qu'une maladie animale peut passer du statut d'endémique à celui d'épizootique et vice-versa, en fonction surtout des capacités des Services vétérinaires à la contrôler ou pas. Par exemple, la présence de rage endémique dans un pays depuis des années est signalée dans les rapports semestriels de suivi envoyés à l'OIE ; ;) mais que suite à des programmes de surveillance et contrôle efficaces si elle est éradiquée, aucun cas n'ayant été détecté pendant au moins 24 mois (OIE, 2018) , alors sa disparition est mentionnée dans les mêmes rapports semestriels. Dès lors qu'elle réapparaît sous une ayant alors forme épizootique, elle pourra alors être est déclarée à l'OIE sous

forme de par une notification immédiate. A l'inverse, quelques foyers non contrôlés qui s'étendent et se stabilisent peuvent entraîner un changement de statut de la maladie, d'épizootique à enzootique. Dès lors qu'un programme de lutte n'est pas mis en œuvre – faute souvent de volonté politique et de moyens –, elle demeurera endémique et d'autant plus difficile à contrôler si des réservoirs d'animaux sauvages sont impliqués.

## QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES PAYS DU SUD ?

Les conséquences des maladies endémiques se font ressentir aux niveaux de chez l'animal (en termes de sur son bien-être animal et de sur la biodiversité – certaines espèces sont décimées par des maladies endémiques au point de devenir des espèces menacées de disparition), mais aussi dans les ménages et les pays. Ainsi, les maladies animales endémiques peuvent avoir de fortes répercussions sur la santé des ménages et des familles, avec leur transmission directe ou indirecte de ces maladies de l'animal à l'homme (Ébola, grippe aviaire, brucellose, rage, etc.) ; les effets parfois sévères sont exacerbés par l'absence d'accès à des soins médicaux efficaces et en temps voulu, jusqu'à occasionner des mortalités parfois, souvent, évitables. Les pertes de production (mortalités animales, chutes de production laitière ou de ponte, etc.) y afférant provoquent des pénuries alimentaires, en particulier chez les plus pauvres qui ne disposent que de quelques animaux. Le rapport 2017 sur l'état de la sécurité sanitaire et de la nutrition dans le monde (*State of Food Security and Nutrition in the World*) (FAO, IFAD, UNICEF, WFP & WHO, 2017) rend compte d'une forte hausse depuis 2014 du nombre absolu de personnes souffrant de faim chronique et d'une augmentation en 2016 de la prévalence de la sous-alimentation mondiale. La sous-nutrition, voire la dénutrition infantile – sans parler de celle et/ou maternelle – est particulièrement préoccupante dans de nombreux pays, alors qu'il est désormais démontré que les protéines animales ont un effet positif sur le développement physiques et cérébral et les aptitudes cognitives des jeunes enfants. Enfin, les maladies animales endémiques peuvent lourdement affecter les sources de revenus des éleveurs pauvres qui comptent sur leurs animaux comme moyen d'épargne et sur leurs produits pour des usages multiples (engrais, laine, nourriture, traction, etc.) ; cette vulnérabilité économique – hormis un impact direct pour se nourrir ou se soigner – peut avoir de multiples effets négatifs collatéraux, tels que retirer les enfants de l'école, disloquer les familles, créer de l'instabilité sociale – en particulier chez les femmes et les jeunes – voire des conflits et, dans les cas les plus extrêmes, entraîner certaines populations d'éleveurs et de fermiers à migrer loin de leurs terres d'origine et de leur culture. La peste des petits ruminants (PPR) est particulièrement révélatrice de ces impacts puisqu'elle touche plus de 300 millions de familles rurales qui dépendent directement des petits ruminants et coûte à elle seule deux milliards de dollars par an (FAO & OIE, 2015). A l'échelle des pays affectés, les économies nationales pâtissent d'un accès limité voire nul aux marchés internationaux rémunérateurs – ils sont non conformes

aux normes de l'OIE – et d'une dépendance plus grande des importations dont les prix et les volumes fluctuent ; les grandes émeutes de la faim de 2008, dues à une augmentation multifactorielle des prix des denrées alimentaires de base, ont démontré l'interdépendance des différents marchés entre eux. A l'échelle des pays non affectés, indemnes soit historiquement soit par des années de programme de lutte, la persistance de maladies endémiques dans les pays en voie de développement constitue un réservoir permanent de pathogènes qui peuvent se propager par le biais des cinq 'T' (*transport ; trade ; travel ; terrorism ; tourism*) dans un monde globalisé et interconnecté avec des conséquences potentiellement dévastatrices (voir partie I). Combattre ces maladies à la source géographique constitue alors la meilleure façon de se protéger d'un risque d'introduction. Cependant, il ne s'agit pas là du seul risque encouru par les pays développés : alors qu'ils ont majoritairement orienté leurs économies vers les secteurs secondaires et tertiaires, que la démographie mondiale augmente pour atteindre d'après les projections neuf milliards d'humains en 2050, et que la demande en protéines animales va augmenter de 70% (OIE, 2015 ; FAO, 2009) d'ici là, la couverture des besoins mondiaux en produits alimentaires se pose : les principaux fournisseurs de ces produits seront les pays en transition et en voie de développement occasionnant une augmentation du commerce international à partir de ces pays (ce qui a été dénommé la *Livestock Revolution* (U. Pica-Ciamarra & J. Otte, 2009). L'enjeu est donc de taille puisqu'il s'agira de nourrir la Planète et que cette sécurité alimentaire passera par au moins trois grands axes d'actions : contrôler les grandes maladies animales – on estime aujourd'hui que les maladies animales causent 20% de pertes de productions animales dans le monde (OIE, 2015) –, sécuriser davantage encore le commerce international et limiter le gaspillage alimentaire mondial estimé quant à lui à plus de 30% (FAO, 2015).

## QUE FAIRE POUR LE CONTRÔLE DES MALADIES ENDÉMIQUES DANS LE SUD

L'élevage, est souvent symptôme de pauvreté, c'est en même temps une possible voie de sortie de la pauvreté pour de nombreux pays. Le contrôle des maladies animales – notamment des grandes enzooties dans les pays du Sud – contribuerait de façon significative à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies en 2030, notamment les objectifs 1 (éradication de la pauvreté), 2 (lutte contre la faim), 3 (accès à la santé), 4 (accès à une éducation de qualité), 8 (accès à des emplois décents), 11 (villes et communautés durables) et 16 (paix, justices et institutions efficaces). Cependant, dans les pays en voie de développement, la lutte contre les maladies animales ne figure pas en haut du tableau des priorités nationales, faute d'avoir su démontrer l'importance du secteur de l'élevage dans les économies nationales et par conséquent, l'impact économique des maladies animales sur ce secteur. À titre d'exemple, l'élevage contribue à 40 % du PIB agricole des pays en développement (FAO, 2018), et pourtant seulement 4,5 % du financement pour le développement agricole est consacré aux animaux d'élevage



(Nabarro & Wannous, 2014). Si Très peu de moyens y sont donc consacrés et les Services vétérinaires souffrent d'un manque chronique de ressources financières et humaines, en plus d'être confrontés à des problèmes de gouvernance, de modernisation et de mise en œuvre des politiques publiques. Or le contrôle des enzooties est onéreux, exigeant et demande un investissement de longue haleine (il faut souvent contrôler la maladie chez les animaux domestiques et sauvages). Il est pourtant très rentable : l'impact de la PPR seule est estimé à environ deux milliards de dollars par an, alors que est estimé à comparer au coût de son contrôle, de 0,5 milliard de dollars par an pour les cinq premières années (FAO & OIE, 2015); une réduction de seulement 42% de son impact justifierait à elle seule la dépense annuelle due à son contrôle. L'organisation mondiale de la Santé Animale (OIE) s'est investie depuis des années dans le contrôle des grandes enzooties dans les pays du Sud. Avec ses partenaires techniques (FAO et OMS entre autres) et financiers, elle a notamment élaboré et mis en œuvre des stratégies mondiales de contrôle (fièvre aphteuse) et d'éradication (peste des petits ruminants ; rage transmise par les chiens), avec des dates butoir de succès établies respectivement en 2025 et 2030. L'éradication mondiale de la peste bovine (première maladie animale éradiquée du globe) célébrée en 2011 a montré la voie et des leçons en ont été tirées : le contrôle des maladies animales passe avant tout par le renforcement durable des capacités des Services vétérinaires nationaux, en conformité avec les normes de l'OIE sur la qualité des Services vétérinaires. Cela permet de juguler les foyers de maladies animales connues ou émergentes, qu'ils soient d'origine naturelle, accidentelle (fuite de laboratoires par exemple) ou intentionnelle (bioterrorisme). Des Services vétérinaires robustes sont également la marque d'une situation sûre et rassurante qui encourage les investissements du secteur privé tant au bénéfice des petits éleveurs que des entreprises des filières animales. Il en va de même pour les Services chargés de la santé des animaux aquatiques (la production d'animaux aquatiques représente 10 % de l'ensemble des exportations agricoles mondiales (OIE, 2019). En définitive, l'engagement d'investissements viables dans les

Services vétérinaires tire les économies vers le haut et améliore les moyens de subsistance au niveau local et plus largement, en soutenant le secteur des animaux d'élevage dans son ensemble. La santé animale et les services associés constituent à ce titre un bien public mondial qui doit en permanence faire l'objet d'une attention et d'investissements durables. L'OIE appuie les Services vétérinaires de ses pays membres au travers de son programme mondial volontaire, le Processus Performance des Services vétérinaires (PVS) [OIE, 2018]. Ce processus repose sur des normes internationales et une méthodologie harmonisée à l'échelle mondiale et offre par conséquent un cadre mondial pour orienter l'amélioration des Services vétérinaires. A ce jour, plus de 140 pays ont bénéficié de ce programme pour l'évaluation et le renforcement de leurs Services vétérinaires. L'OIE sensibilise également les gouvernements ainsi que ses partenaires techniques et financiers par le biais des conférences mondiales et régionales, des programmes de formation à l'attention des Délégués OIE et des Points Focaux (experts pays dans huit disciplines techniques) et des études socio-économiques : celles-ci visent à démontrer le coût des maladies animales et les bénéfices de leur contrôle et de ses normes, elles sont revues en permanence pour tenir compte des dernières avancées scientifiques qui, bien qu'orientées sur la sécurisation du commerce international d'animaux sur pieds et de leurs produits, peuvent également être appliquées concernant aussi le contrôle de maladies au niveau national, notamment celles relatives à la surveillance, au zonage, etc.

## CONCLUSIONS

Contrôler voire éradiquer les grandes enzooties dans les pays du Sud, qui ont un effet dévastateur sur les économies des pays et des ménages, constitue un enjeu à la fois de lutte contre la pauvreté, de santé publique et plus globalement de sécurité alimentaire. Or ces alors que ces pays deviendront des acteurs majeurs dans la fourniture et le commerce international d'animaux et de produits animaux pour répondre à la demande alimentaire mondiale en perpétuelle croissance.

## BIBLIOGRAPHIE

- Nabarro D & Wannous C. The potential contribution of livestock to food and nutrition security: the application of the One Health approach in livestock policy and practice. *Rev sci tech Off int Epiz* 2014; 33: 475-485
- FAO & OIE. Global Strategy for the control and eradication of Peste des Petits Ruminants. 2015. Disponible à : <http://www.oie.int/eng/ppr2015/doc/PPR-Global-Strategy-2015-03-28.pdf> (consulté le 7.05.2019).
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP & WHO. 2017. State of Food Security and Nutrition in the World. 2017. Disponible à : <http://www.fao.org/3/a-i7695e.pdf> (consulté le 7.05.2019).
- FAO. Report of the FAO Expert meeting on How to feed the world in 2050. 2009. Disponible à : [http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/EM\\_report/EM\\_report.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/EM_report/EM_report.pdf)
- FAO. The State of Food and Agriculture. 2009. Disponible à : <http://www.fao.org/3/i0680e/i0680e03.pdf> (consulté le 7.05.2019).
- FAO. Food loss and food waste Report. 2015. Disponible à : <http://www.fao.org/food-loss-and-food-waste/en/> (consulté le 7.05.2019)
- FAO. Transforming the livestock sector through the Sustainable Development Goals. 2018. Disponible à : <http://www.fao.org/3/CA1201EN/ca1201en.pdf> (consulté le 7.05.2019).
- OIE. Santé animale – un défi aux multiples facettes (OIE) – page 18. 2015. Disponible à : [http://www.oie.int/fileadmin/Home/fr/Media\\_Center/docs/pdf/Key\\_documents/ANIMAL-HEALTH-FR-FINAL.pdf](http://www.oie.int/fileadmin/Home/fr/Media_Center/docs/pdf/Key_documents/ANIMAL-HEALTH-FR-FINAL.pdf) (consulté le 7.05.2019).
- OIE. The OIE PVS Pathway. 2018. Disponible à : [www.oie.int/en/support-to-oie-members/pvs-pathway](http://www.oie.int/en/support-to-oie-members/pvs-pathway) (consulté le 7.05.2019).
- OIE. Chapitre 1.1, article 1.1.3 point 1 du *Code sanitaire pour les animaux terrestres*. 2018. Disponible à : [http://www.oie.int/index.php?id=169&L=1&htmfile=chapitre\\_notification.htm](http://www.oie.int/index.php?id=169&L=1&htmfile=chapitre_notification.htm) (consulté le 7.05.2019).
- OIE. Chapitre 1.1, article 1.1.3 point 3 du *Code sanitaire pour les animaux terrestres*. 2018. Disponible à : [http://www.oie.int/index.php?id=169&L=1&htmfile=chapitre\\_notification.htm](http://www.oie.int/index.php?id=169&L=1&htmfile=chapitre_notification.htm) (consulté le 7.05.2019).
- OIE. Chapitre 8.14 du *Code sanitaire pour les animaux terrestres*. 2018. Disponible à : [http://www.oie.int/index.php?id=169&L=1&htmfile=chapitre\\_rabies.htm](http://www.oie.int/index.php?id=169&L=1&htmfile=chapitre_rabies.htm) (consulté le 7.05.2019).
- OIE. Global Conference on Aquatic animal health – collaboration, sustainability: our future. 2019. Disponible à : <http://www.oie.int/aquatic-conference2019/?lang=fr> (consulté le 7.05.2019).
- Pica-Ciamarra U & Otte J. The Livestock Revolution. 2009. Disponible à : <http://www.fao.org/3/a-bp263e.pdf> (consulté le 7.05.2019).